

3° 3.342.263,15 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des maisons médicales.

§ 2. Un subsidie de 10.550.605,46 euros, imputable à l'allocation de base 25.51.21.3122.01, du budget du SPF Santé publique, Sécurité de la Chaîne alimentaire et Environnement, année budgétaire 2021, est alloué au Fonds Maribel social du Secteur public et est réparti comme suit :

1° 10.129.635,84 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 1°, de la même loi du 9 décembre 2019 ;

2° 407.960,17 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des soins infirmiers à domicile ;

3° 13.009,45 euros sont affectés à l'exécution de l'article 4, § 2, alinéa 2, 2°, de la même loi du 9 décembre 2019, en ce qui concerne le secteur des maisons médicales.

Art. 2. Le ministre qui a les Affaires sociales et la Santé publique dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Bruxelles, le 2 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique,
Fr. VANDENBROUCKE

3° 3.342.263,15 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de wijkgezondheidscentra betreft.

§ 2. Een toelage van 10.550.605,46 euro, ten laste van basisallocatie 25.51.21.3122.01, van de begroting van de FOD Volksgezondheid, Veiligheid van de Voedselketen en Leefmilieu, begrotingsjaar 2021, wordt toegekend aan het Fonds Sociale Maribel van de Overheidssector en verdeeld als volgt:

1° 10.129.635,84 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 1°, van dezelfde wet van 9 december 2019;

2° 407.960,17 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de thuisverpleging betreft;

3° 13.009,45 euro worden toegewezen aan de uitvoering van artikel 4, § 2, tweede lid, 2°, van dezelfde wet van 9 december 2019, wat de sector van de wijkgezondheidscentra betreft.

Art. 2. De minister bevoegd voor Sociale Zaken en Volksgezondheid is belast met de uitvoering van dit besluit.

Brussel, 2 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid,
Fr. VANDENBROUCKE

**SERVICE PUBLIC FEDERAL ECONOMIE,
P.M.E., CLASSES MOYENNES ET ENERGIE**

[C – 2021/22724]

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité

RAPPORT AU ROI

Sire,

L'arrêté proposé vise à imposer des exigences minimales aux fournisseurs d'énergie en ce qui concerne les factures et les informations relatives à la facturation.

Les dispositions telles qu'incluses dans l'arrêté royal sont dictées par les exigences minimales des dispositions relatives à la facture, résultant de l'article 18 et de l'annexe I de la Directive (UE) 2019/944 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la Directive 2012/27/UE. On opte ainsi pour une harmonisation complète.

En outre, suite à la résolution 551650, des dispositions sont imposées pour mettre en œuvre le projet de "simplification des factures d'énergie" dans l'arrêté royal. Pour cette raison, les dispositions relatives à la facturation suite à la fourniture de gaz et d'électricité sont regroupées dans un seul arrêté royal.

Chapitre 1^{er} – Dispositions générales

Article 1. Cet article ne nécessite aucun commentaire.

Article 2. On s'écarte de la définition européenne pour la description des informations de facturation, dans le but de rendre la définition belge plus compatible avec le contexte belge. La Directive européenne fait référence à la "facture" comme un ensemble de documents permettant au client final d'accéder à toutes les informations relatives à la consommation, au contrat, aux procédures de réclamation, etc. Dans le contexte belge, on entend par facture La facture de décompte et de clôture, qui sont les informations les plus importantes pour le client final. En outre, le client final reçoit également des informations sur la facturation par un canal qui lui convient. Ces informations peuvent être fournies avec la facture, mais aussi séparément, par lettre ou via l'espace client numérique.

Les clients finaux qui ont déjà été inclus dans le système de facturation électronique de leur fournisseur peuvent encore bénéficier de la facturation numérique.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST ECONOMIE,
K.M.O., MIDDENSTAND EN ENERGIE**

[C – 2021/22724]

9 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen

VERSLAG AAN DE KONING

Sire,

Het voorgestelde besluit beoogt minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie moeten voldoen op te leggen aan energieleveranciers.

De bepalingen zoals opgenomen in het Koninklijk Besluit worden ingegeven door de minimumvereisten van bepalingen op de factuur, die voortvloeien uit artikel 18 en Bijlage I bij Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU. Hierbij wordt geopteerd voor een volledige harmonisatie.

Bijkomend worden bepalingen opgelegd om, naar aanleiding van Resolutie 551650 eveneens het project "vereenvoudiging van de energiefactuur" om te zetten in het KB. Om deze reden worden bepalingen over de facturatie volgend uit de levering van zowel gas- als elektriciteit samengenomen in één Koninklijk Besluit.

Hoofdstuk 1 – Algemene bepalingen

Artikel 1. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 2. Voor de beschrijving van factureringsinformatie wordt afgeweken van de Europese definitie, met de bedoeling de Belgische definitie beter te doen aansluiten op de Belgische context. In de Europese Richtlijn wordt immers verwezen naar 'de factuur' als een geheel van documenten, die de eindafnemer toegang geeft tot alle gegevens omtrent verbruik, contract, klachtenbehandeling, ... Zo kunnen we onder factuur in de Belgische context verstaan: enerzijds afrekeningsfactuur en slotfactuur, die de belangrijkste informatievervalsing voor de eindafnemer beslaan. Daarnaast ontvangt de eindafnemer ook factureringsinformatie, via een voor hem geschikt kanaal. Deze informatie kan samen met de factuur bezorgd worden, maar kan ook apart, per brief of via de digitale klantenzone ter beschikking worden gesteld.

Eindafnemers die reeds werden opgenomen in het e-billingsysteem van hun leverancier kunnen nog steeds blijven genieten van een digitale afrekening.

Chapitre 2 – Les données minimales

Article 3. Cet article stipule les données minimales doivent figurer sur la facture de décompte et de clôture, conformément à la directive européenne.

La catégorisation d'un élément du prix dans l'un des composants énumérés dans le premier alinéa, 1°, se fait conformément à l'interprétation des notions et définitions reprises à l'article 2, point 6 de l'Annexe I et point 5 de l'annexe II du Règlement (UE) 2016/1952 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 sur les statistiques européennes concernant les prix du gaz et de l'électricité et abrogeant la directive 2008/92/CE.

Comme la directive fait référence à la facture des clients finaux, aucune distinction ne peut être faite entre les factures des petits et des grands clients. Cependant, il n'est peut-être pas utile d'inclure certaines données sur la facture pour les clients qui ont des lecteurs à comptage continu ou mensuel (AMR/MMR), cela peut même créer une ambiguïté pour eux.

C'est le cas des dispositions de l'art 3, § 2, 7°, 10°, 12° et 14° ainsi que du § 3, 1° et 2°.

En ce qui concerne le deuxième alinéa, les règlements régionaux déterminent les paramètres de contenu sur la base desquels les informations sont déterminées. Ce décret impose seulement l'obligation de fournir ces informations.

Article 4. Cet article traite des dispositions relatives au contenu minimal des factures de décompte et de clôture des clients résidentiels, en s'appuyant sur les informations minimales requises sur la facture pour tous les clients finals, exigées par l'Europe, telles qu'elles figurent à l'article 3.

Une exception peut également être faite ici pour les clients AMR/MMR. L'art 4, § 1, 6° (montant de la nouvelle avance) ne doit donc pas être mentionné sur la facture dans ces cas.

Article 5. Cet article règle les exigences d'information des factures d'acompte pour les clients résidentiels et les PME.

Pour les clients finals qui ont des contrats personnalisés, il est possible de déroger à la disposition du premier alinéa, 12° et 15°, car ces contrats n'ont pas toujours un nom commercial.

Article 6. Il est possible d'inclure les avances facturés dans les informations relatives à la facturation, qui sont partagées avec le client final par un canal de communication approprié pour ce dernier. Toutefois, étant donné que la directive européenne ne règle pas les factures d'acompte et que les factures d'acompte ne sont pas des factures officielles, les autres exigences concernant la fréquence des informations et les autres dispositions ne doivent pas être respectées.

Chapitre 3 - Fréquence de la facturation et fourniture des informations relatives à la facturation

Article 7. Si le fournisseur n'a pas reçu les données de comptage du gestionnaire de réseau, il ne peut pas être tenu de se conformer à cet article.

Les modalités de détermination de la consommation réelle des clients finals sont en principe déterminées conformément aux dispositions régionales applicables, puisqu'il s'agit d'une matière régionale.

Article 8. Si le fournisseur n'a pas reçu les données de comptage du gestionnaire de réseau, il ne peut pas être tenu de se conformer à cet article.

Le fournisseur fournit les informations visées au présent article au client final par un canal de communication approprié pour le client final. Le fournisseur peut en communiquer les possibilités aux utilisateurs finaux.

Les modalités de détermination de la consommation réelle des clients finals sont en principe déterminées conformément aux dispositions régionales applicables, puisqu'il s'agit d'une matière régionale.

Article 9. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Hoofdstuk 2 – De minimumgegevens

Artikel 3. Dit artikel bepaalt de minimumgegevens die vereist zijn op afrekeningsfactuur en slotfactuur, volgend uit de Europese Richtlijn.

Het categoriseren van een onderdeel van de prijs in één van de componenten opgesomd in het eerste lid, 1° gebeurt in overeenstemming met de invulling van deze begrippen en definities opgenomen in artikel 2, punt 6 van Bijlage I en punt 5 van bijlage II van Verordening (EU) 2016/1952 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende Europese statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 2008/92/EG.

Gezien de Richtlijn spreekt over de factuur van eindafnemers, kan geen onderscheid worden gemaakt tussen facturen voor kleine en grote afnemers. Nochtans kan het niet nuttig zijn sommige gegevens op de factuur te vermelden voor klanten die continu of maandelijks gemeten lezers (AMR/MMR) hebben, het zou voor hen zelfs voor onduidelijkheid kunnen zorgen.

Dit is het geval bij bepalingen in Art 3, § 2, 7°, 10°, 12° en 14° alsook in § 3, 1° en 2°.

Met betrekking tot het tweede lid bepaalt de gewestelijke regelgeving de inhoudelijke parameters aan de hand waaraan de informatie wordt vastgesteld. Dit besluit legt enkel de verplichting op dat deze informatie moet vermeld worden.

Artikel 4. Dit artikel betreft de minimale inhoudelijke bepalingen op de afrekeningsfactuur en slotfactuur van huishoudelijke afnemers, voortbouwend op de minimumgegevens die vereist zijn op de factuur voor alle eindafnemers, vereist door Europa, zoals hernomen in artikel 3. De bepalingen in artikel 4 hebben als doelstelling alle essentiële informatie op de afrekening te voorzien, in lijn met Resolutie 551650.

Ook hier kan een uitzondering gemaakt worden voor AMR/MMR klanten. Art 4, § 1, 6° (bedrag van het nieuwe voorschot) hoeft in deze gevallen dan ook niet op de factuur te worden vermeld.

Artikel 5. Dit artikel regelt de informatievereisten van voorschotfacturen voor huishoudelijke afnemers en KMO's.

Voor eindafnemers die gepersonaliseerde contracten hebben, kan worden afgeweken van de bepaling onder eerste lid, 12° en 15°, gezien dergelijke contracten niet steeds een commerciële benaming hebben.

Artikel 6. Het is mogelijk om de gefactureerde voorschotten op te nemen in de factureringsinformatie, die met de eindafnemer gedeeld wordt via een voor de eindafnemer gepast communicatiekanaal. Gezien er uit de Europese Richtlijn geen voorschriften volgen voor voorschotfacturen, en voorschotfacturen geen officiële facturen zijn, dient niet aan overige vereisten met betrekking tot frequentie van informatie en andere bepalingen te worden voldaan.

Hoofdstuk 3 – frequentie van de facturering en vertrekking van de factureringsinformatie

Artikel 7. Wanneer de leverancier de meetgegevens niet van de netbeheerder heeft ontvangen, kan de naleving van dit artikel niet worden afgedwongen van de leverancier.

Hoe het daadwerkelijk verbruik van de eindafnemer wordt vastgesteld wordt in beginsel vastgesteld overeenkomstig de van toepassing zijnde gewestelijke bepalingen ter zake daar dit een gewestelijke aangelegenheid betreft.

Artikel 8. Wanneer de leverancier de meetgegevens niet van de netbeheerder heeft ontvangen, kan de naleving van dit artikel niet worden afgedwongen van de leverancier.

De leverancier verstrekt de informatie waarover in dit artikel sprake is aan de eindafnemer via een voor de eindafnemer gepast communicatiekanaal. De leverancier kan de mogelijkheden hierover communiceren aan eindafnemers.

Hoe het daadwerkelijk verbruik van de eindafnemer wordt vastgesteld wordt in beginsel vastgesteld overeenkomstig de van toepassing zijnde gewestelijke bepalingen ter zake daar dit een gewestelijke aangelegenheid betreft.

Artikel 9. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Chapitre 4 - Accès à des informations complémentaires

Article 10. Si le fournisseur n'a pas reçu les données de comptage du gestionnaire de réseau, il ne peut pas être tenu de se conformer à cet article.

Chapitre 5 - Communication sur les sources d'énergie relative aux contrats de fourniture d'électricité

Article 11. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 12. Cet article règle les informations à fournir par le fournisseur au client final en ce qui concerne le bouquet énergétique total du fournisseur. Les dispositions de la directive doivent être transposées au niveau fédéral, donnant effet aux compétences fédérales en matière de protection des consommateurs et de pratiques de marché.

Article 13. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Chapitre 6 - Obligations en matière de structure de la facture

Article 14. Cet article couvre la deuxième partie des détails de la facture simplifiée pour les clients résidentiels et établit les exigences formelles de la facture.

Plusieurs rubriques sont prévues, dans lesquelles les données sont clairement regroupées. La mention des cinq rubriques contenant des données regroupées sur la facture en facilitera la lecture.

Comme le demande également la résolution 551650, les factures de décompte et de clôture doivent être limitées à deux pages. Toutefois, il peut y avoir des exceptions à cette règle ; il convient de prévoir que, s'il ne s'agit pas d'un règlement de ménage standard ou d'une facture finale, la facture peut exceptionnellement dépasser deux pages. Il s'agit des factures de gaz et d'électricité qui concernent plusieurs unités résidentielles, plusieurs adresses, plusieurs compteurs, etc. Et à l'avenir, plus souvent en cas de fractionnement de l'énergie. Mais aussi en cas de refacturation, puisque les estimations sont autorisées jusqu'à deux fois. Cela peut alors conduire à une refacturation en cas d'enregistrement effectif ou de déménagement, ce qui rend souhaitable, comme dans les autres cas mentionnés ci-dessus, de permettre un écart sur la limitation des deux pages.

Chapitre 7 - Dispositions finales

Article 15. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Article 16. La date d'entrée en vigueur est conforme à la date qui découle de la demande explicite du Parlement fédéral dans la "résolution 551650".

Article 17. Cet article ne nécessite pas de commentaire.

Nous avons l'honneur d'être,

Sire,
de Votre Majesté,
les très respectueux
et très fidèles serviteurs,

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

La Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,
E. DE BLEEKER

Conseil d'État,
section de législation

Avis 70.059/1/V du 31 août 2021 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation'

Le 30 juillet 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Énergie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, prorogé de plein droit jusqu'au 31 août 2021 (**), sur un projet d'arrêté royal 'fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation'.

Hoofdstuk 4 - Toegang tot aanvullende informatie

Artikel 10. Wanneer de leverancier de meetgegevens niet van de netbeheerder heeft ontvangen, kan de naleving van dit artikel niet worden afgedwongen van de leverancier.

Hoofdstuk 5 - Verstrekking van informatie over Energiebronnen met betrekking tot elektriciteitsleveringscontracten

Artikel 11. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 12. Dit artikel regelt de informatieverstrekking die moet gebeuren van de leverancier aan de eindafnemer in verband met de totale energiemix van de leverancier. De bepalingen uit de richtlijn dienen op federaal niveau te worden omgezet, uitvoering gevend aan de federale bevoegdheid inzake consumentenbescherming en marktpraktijken.

Artikel 13. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Hoofdstuk 6 - Verplichtingen inzake de structuur van de factuur

Artikel 14. Dit artikel beslaat het tweede luik van de invulling van de vereenvoudigde factuur voor huishoudelijke afnemers, waarin de vormvereisten voor de factuur worden bepaald.

Er zijn verschillende rubrieken voorzien waarin gegevens duidelijk worden gegroepeerd. De vermelding van de vijf rubrieken met gegroepeerde gegevens op de factuur komt de leesbaarheid ten goede.

Ook zoals gevraagd door de resolutie 551650 dienen afrekeningsfacturen en slotfacturen te worden beperkt tot twee bladzijden. Echter, hierop kunnen uitzonderingen bestaan; er dient te worden voorzien dat indien het geen standaard huishoudelijke afrekening- of slotfactuur betreft, de factuur in uitzonderlijke gevallen toch meer dan twee bladzijden kan beslaan. Bedoeld zijn facturen van gas en elektriciteit die slaan op meerdere wooneenheden, meerdere adressen, meerdere meters,... En in de toekomst ook vaker in gevallen van energiedelen. Maar ook in geval van een herfacturatie, gezien schattingen tot tweemaal zijn toegelaten. Dat kan dan bij effectieve opname of bij een verhuis tot een herfacturatie leiden, waardoor het net als in andere bovengenoemde gevallen wenselijk is een afwijking op de beperking tot twee bladzijden toe te staan.

Hoofdstuk 7 - Slotbepalingen

Artikel 15. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Artikel 16. De datum van inwerkingtreding is in lijn met de datum die volgt uit de uitdrukkelijke vraag van het federaal Parlement in 'resolutie 551650'.

Artikel 17. Dit artikel behoeft geen commentaar.

Wij hebben de eer te zijn,

Sire,
van Uwe Majesteit,
de zeer eerbiedige
en zeer getrouwe dienaars,

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,
E. DE BLEEKER

Raad van State,
afdeling Wetgeving

Advies 70.059/1/V van 31 augustus 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie moeten voldoen'

Op 30 juli 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Energie verzocht binnen een termijn van dertig dagen, van rechtswege verlengd tot 31 augustus 2021, (*) een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie moeten voldoen'.

Le projet a été examiné par la première chambre des vacations le 26 août 2021. La chambre était composée de Jeroen Van Nieuwenhove, conseiller d'État, président, Peter Sourbron et Patricia De Somere, conseillers d'État, Michel Tison, assesseur, et Annemie Goossens, greffier.

Le rapport a été présenté par Kristine Bams, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 31 août 2021.

*

1. En application de l'article 84, § 3, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d'État, coordonnées le 12 janvier 1973, la section de législation a fait porter son examen essentiellement sur la compétence de l'auteur de l'acte, le fondement juridique et l'accomplissement des formalités prescrites.

*

PORTÉE DU PROJET

2. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de poursuivre la transposition de l'article 18 et de l'annexe I de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 'concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE' (1).

En outre, des obligations supplémentaires sont imposées concernant les données à mentionner et la structure à utiliser en ce qui concerne les factures de décompte et de clôture, les informations relatives à la facturation et les factures d'acompte adressées aux clients résidentiels et aux PME, et ce afin de simplifier la facture et de faciliter sa consultation.

L'arrêté envisagé se substitue à l'arrêté royal du 3 avril 2003 'relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz', que l'article 16 du projet abroge. Conformément à son article 17, l'arrêté envisagé entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

3. La réglementation en projet peut en principe s'inscrire dans le cadre de la compétence réservée à l'autorité fédérale en ce qui concerne les règles générales en matière de protection des consommateurs, en vertu de l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 4, 2^o, de la loi spéciale du 8 août 1980 'de réformes institutionnelles'. Cette compétence est définie comme étant une compétence cadre (2) en vertu de laquelle l'autorité fédérale peut prévoir des règles générales, mais il n'en reste pas moins que les régions ont également la faculté de soumettre les matières qui relèvent de leurs compétences à des conditions qualitatives supplémentaires concernant la protection du consommateur, dans le respect des principes économiques inscrits à l'article 6, § 1^{er}, VI, alinéa 3, de la même loi spéciale (3).

Il n'en est pas moins vrai que cette compétence fédérale ne constitue qu'une exception à la compétence de principe dont les régions disposent en matière d'économie, de sorte que la compétence fédérale en la matière doit en principe être interprétée de manière restrictive (4). Cette conclusion s'applique également aux compétences des régions en matière de politique de l'énergie (article 6, § 1^{er}, VII, de la loi spéciale du 8 août 1980).

L'article 9 du projet s'énonce comme suit :

« La consommation réelle des clients finals qui ne disposent pas d'un compteur permettant la lecture à distance par l'exploitant, ou qui ont délibérément choisi de désactiver la lecture à distance, est déterminée au moyen d'un système permettant au client final de relever lui-même régulièrement son compteur et de communiquer les données relevées à son fournisseur.

Uniquement lorsque le client final n'a pas communiqué le relevé du compteur pour une période de facturation déterminée, la facturation ou les informations relatives à la facturation peuvent se fonder sur la consommation estimée ».

Dans la mesure où cette disposition règle la manière dont la consommation d'électricité est déterminée, à savoir par une estimation ou par un compteur d'électricité, elle empiète sur les compétences des régions en matière de politique de l'énergie. En outre, pareille mesure ne peut s'inscrire dans le cadre de la compétence en matière de tarifs de l'énergie réservée à l'autorité fédérale (article 6, § 1^{er}, VII, alinéa 2, d), de la loi spéciale du 8 août 1980). L'article 9 doit dès lors être omis du projet.

Het ontwerp is door de eerste vakantiekamer onderzocht op 26 augustus 2021. De kamer was samengesteld uit Jeroen Van Nieuwenhove, staatsraad, voorzitter, Peter Sourbron en Patricia De Somere, staatsraden, Michel Tison, assessor, en Annemie Goossens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Kristine Bams, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 31 augustus 2021.

*

1. Met toepassing van artikel 84, § 3, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, heeft de afdeling Wetgeving zich toegespitst op het onderzoek van de bevoegdheid van de steller van de handeling, van de rechtsgrond, alsmede van de vraag of aan de te vervullen vormvereisten is voldaan.

*

STREKKING VAN HET ONTWERP

2. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot de verdere omzetting van artikel 18 en bijlage I van richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 'betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU'.(1)

Voorts worden bijkomende verplichtingen opgelegd inzake de te vermelden gegevens en de te gebruiken structuur met betrekking tot slot- en eindafrekeningen, factureringsinformatie en voorschotfacturen ten aanzien van huishoudelijke en KMO-afnemers, teneinde de factuur te vereenvoudigen en het raadplegen van de factuur te faciliteren.

Het te nemen besluit komt in de plaats van het koninklijk besluit van 3 april 2003 'houdende de facturatie van elektriciteit en gas', dat wordt opgeheven bij artikel 16 van het ontwerp. Het te nemen besluit treedt overeenkomstig artikel 17 ervan in werking op 1 januari 2022.

BEVOEGDHEID

3. De ontworpen regeling kan in beginsel worden ingepast in de voorbehouden federale bevoegdheid inzake de algemene regels met betrekking tot de bescherming van de verbruiker op grond van artikel 6, § 1, VI, vierde lid, 2^o, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 'tot hervorming der instellingen'. Die bevoegdheid wordt omschreven als een kaderbevoegdheid(2) op grond waarvan de federale overheid weliswaar in algemene regels kan voorzien, maar waarbij het niettemin ook voor de gewesten mogelijk is om de aangelegenheden die onder hun bevoegdheid vallen, te onderwerpen aan bijkomende kwalitatieve voorwaarden inzake consumentenbescherming, met inachtneming van de economische beginselen vervat in artikel 6, § 1, VI, derde lid, van dezelfde bijzondere wet.(3)

Dat neemt evenwel niet weg dat deze federale bevoegdheid slechts een uitzondering vormt op de principiële bevoegdheid waarover de gewesten inzake economie beschikken, zodat de federale bevoegdheid ter zake in beginsel restrictief moet worden uitgelegd.(4) Dat geldt ook ten aanzien van de bevoegdheden van de gewesten inzake het energiebeleid (artikel 6, § 1, VII, van de bijzondere wet van 8 augustus 1980).

Artikel 9 van het ontwerp luidt als volgt:

“Het daadwerkelijk verbruik van eindafnemers die niet beschikken over een meter die op afstand door de exploitant kan worden uitgelezen of die uit eigen beweging er voor hebben gekozen om de uitlezing op afstand te deactiveren, wordt bepaald op basis van een systeem van regelmatig zelf uitlezen door de eindafnemer waarbij hij de gegevens van zijn meter meedeelt aan zijn leverancier.

Enkel indien de eindafnemer voor een bepaalde factureringsperiode geen metergegevens heeft verstrekt, wordt de facturering of de factureringsinformatie gebaseerd op het geschatte verbruik.”

In zoverre bij deze bepaling wordt geregeld op welke wijze het elektriciteitsverbruik wordt bepaald, namelijk door een schatting of door een elektriciteitsmeter, worden de bevoegdheden van de gewesten inzake het energiebeleid betreden. Een dergelijke maatregel kan bovendien niet worden ingepast in de federale voorbehouden bevoegdheid inzake de energietarieven (artikel 6, § 1, VII, tweede lid, d), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980). Artikel 9 moet dan ook worden weggelaten uit het ontwerp.

FONDEMENT JURIDIQUE

4. Le projet trouve un fondement juridique dans le futur (5) article 18, § 2/1, alinéa 2, de la loi du 29 avril 1999 ‘relative à l’organisation du marché de l’électricité’, ainsi que dans le futur (6) article 15/5bis, § 11/1, alinéa 2, de la loi du 12 avril 1965 ‘relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations’.

FORMALITÉS

5. La réglementation en projet concerne le traitement de données à caractère personnel.

L’article 36, paragraphe 4, du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ‘relatif à la protection des personnes physiques à l’égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (règlement général sur la protection des données)’, combiné avec l’article 57, paragraphe 1, c), et le considérant 96 de ce règlement, impose de consulter l’autorité de contrôle, en l’occurrence l’Autorité de protection des données visée dans la loi du 3 décembre 2017 ‘portant création de l’Autorité de protection des données’, dans le cadre de l’élaboration d’une proposition de mesure législative devant être adoptée par un parlement national, ou d’une mesure réglementaire fondée sur une telle mesure législative, qui se rapporte au traitement.

À ce propos, le délégué a réagi en ces termes :

« De machting om de betreffende persoonsgegevens (identificatie klant, klantnummer, leveringsadres, de unieke identificatiecode van de eindafnemer voor zijn leveringspunt) te verwerken betreft een gewestelijke aangelegenheid verbonden aan de bevoegdheid voor de distributie van elektriciteit en voor de openbare gasdistributie (artikel 6, § 1, VII, eerste lid, a) en b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’) waartoe in beginsel ook het beheer van de gegevens die worden verzameld door middel van (digitale, analoge of elektronische) meters behoort.

Dit ontwerp van Koninklijk besluit bepaalt bijgevolg niets over de concrete modaliteiten in verband met de verwerking van de persoonsgegevens en betreft louter bijkomende, aanvullende bepalingen van consumentenbescherming inzake het verstrekken van informatie aan de eindafnemer, in essentie de verbruiksgegevens waarvoor in eerste instantie conform de bevoegdheidsverdeling op gewestelijk niveau al een wettelijke bepaling voorhanden is of in overeenkomst tussen de leveranciers en de netgebruikers aangesloten op het distributienet en waar de leveranciers of tussenpersoon bijgevolg ook al rechtens over dient te beschikken.

Het ontwerp voorziet louter in bepalingen inzake de structuur en frequentie van het meedelen van de eigen persoonsgegevens aan de verbruiker.

Dit ontwerp betreft dus louter de verwerking in de brede zin, waarbij een bestaande regeling wordt aangepast maar niet uitgebreid met betrekking tot de persoonsgegevens zelf ».

Ce raisonnement ne peut pas être suivi. La circonstance qu’il s’agit de données à caractère personnel qui ont déjà été collectées et traitées précédemment ne change rien au fait qu’un nouveau mode de traitement (7) de ces données est réglé en l’occurrence. Par conséquent, l’avis de l’Autorité de protection des données doit encore être recueilli avant que le projet puisse se concrétiser.

Si l’avis précité devait encore donner lieu à des modifications du texte soumis au Conseil d’État (8), les dispositions modifiées ou ajoutées devraient encore être soumises à la section de législation, conformément à la prescription de l’article 3, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, des lois sur le Conseil d’État.

OBSERVATIONS GÉNÉRALES

6. Il ressort du tableau de concordance fourni par le délégué que le projet ne contient pas de dispositions transposant l’article 18, paragraphe 4, de la directive (UE) 2019/944, qui s’énonce comme suit :

« Si le contrat prévoit un futur changement de produit ou de prix, ou encore une remise, de tels éléments sont indiqués sur la facture accompagnés de la date à laquelle le changement a lieu ».

La transposition de cette disposition relève de la compétence de l’Autorité fédérale. Si aucune initiative n’a encore été prise en vue de transposer cette disposition, le projet devra être complété par une telle disposition de transposition. Toutefois, si cette disposition a déjà été transposée, il conviendra de le préciser dans le rapport au Roi.

RECHTSGROND

4. Het ontwerp vindt rechtsgrond in het toekomstige (5) artikel 18, § 2/1, tweede lid van de wet van 29 april 1999 ‘betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt’, alsook in het toekomstige (6) artikel 15/5bis, § 11/1, tweede lid, van de wet van 12 april 1965 ‘betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen’.

VORMVEREISTEN

5. De ontworpen regeling heeft betrekking op de verwerking van persoonsgegevens.

Artikel 36, lid 4, van verordening (EU) 2016/679 van het Europees Parlement en de Raad van 27 april 2016 ‘betreffende de bescherming van natuurlijke personen in verband met de verwerking van persoonsgegevens en betreffende het vrije verkeer van die gegevens en tot intrekking van Richtlijn 95/46/EG (algemene verordening gegevensbescherming)’, gelezen in samenhang met artikel 57, lid 1, c), en overweging 96 van die verordening, voorziet in een verplichting om de toezichhoudende autoriteit, in dit geval de Gegevensbeschermingsautoriteit bedoeld in de wet van 3 december 2017 ‘tot oprichting van de Gegevensbeschermingsautoriteit’, te raadplegen bij het opstellen van een voorstel voor een door een nationaal parlement vast te stellen wetgevingsmaatregel, of een daarop gebaseerde regelgevingsmaatregel in verband met verwerking.

De gemachtigde reageerde daarop als volgt:

“De machting om de betreffende persoonsgegevens (identificatie klant, klantnummer, leveringsadres, de unieke identificatiecode van de eindafnemer voor zijn leveringspunt) te verwerken betreft een gewestelijke aangelegenheid verbonden aan de bevoegdheid voor de distributie van elektriciteit en voor de openbare gasdistributie (artikel 6, § 1, VII, eerste lid, a) en b), van de bijzondere wet van 8 augustus 1980 ‘tot hervorming der instellingen’) waartoe in beginsel ook het beheer van de gegevens die worden verzameld door middel van (digitale, analoge of elektronische) meters behoort.

Dit ontwerp van Koninklijk besluit bepaalt bijgevolg niets over de concrete modaliteiten in verband met de verwerking van de persoonsgegevens en betreft louter bijkomende, aanvullende bepalingen van consumentenbescherming inzake het verstrekken van informatie aan de eindafnemer, in essentie de verbruiksgegevens waarvoor in eerste instantie conform de bevoegdheidsverdeling op gewestelijk niveau al een wettelijke bepaling voorhanden is of in overeenkomst tussen de leveranciers en de netgebruikers aangesloten op het distributienet en waar de leveranciers of tussenpersoon bijgevolg ook al rechtens over dient te beschikken.

Het ontwerp voorziet louter in bepalingen inzake de structuur en frequentie van het meedelen van de eigen persoonsgegevens aan de verbruiker.

Dit ontwerp betreft dus louter de verwerking in de brede zin, waarbij een bestaande regeling wordt aangepast maar niet uitgebreid met betrekking tot de persoonsgegevens zelf.”

Met deze redenering kan niet worden ingestemd. De omstandigheid dat het gaat om persoonsgegevens die reeds eerder zijn verkregen en verwerkt, neemt niet weg dat hier een nieuwe wijze van verwerking (7) van die persoonsgegevens wordt geregeld. Het advies van de Gegevensbeschermingsautoriteit moet bijgevolg nog worden ingewonnen vooraleer het ontwerp doorgang kan vinden.

Indien de aan de Raad van State voorgelegde tekst ten gevolge van het inwinnen van dat advies nog wijzigingen zou ondergaan, (8) moeten de gewijzigde of toegevoegde bepalingen, ter inachtneming van het voorschrift van artikel 3, § 1, eerste lid, van de wetten op de Raad van State, aan de afdeling Wetgeving worden voorgelegd.

ALGEMENE OPMERKINGEN

6. Uit de door de gemachtigde bezorgde concordantietabel blijkt dat het ontwerp geen bepalingen bevat ter omzetting van artikel 18, lid 4, van richtlijn (EU) 2019/944, dat luidt:

“Indien het contract in een toekomstige wijziging van het product of de prijs, of in een korting, voorziet, wordt dit samen met de datum waarop de wijziging in werking treedt op de factuur vermeld.”

De omzetting van deze bepaling behoort tot de bevoegdheid van de federale overheid. Indien nog geen initiatief is genomen tot omzetting van deze bepaling, moet het ontwerp worden aangevuld met een dergelijke omzettingbepaling. Indien deze bepaling wel reeds is omgezet, moet dit worden toegelicht in het verslag aan de Koning.

7. L'intitulé ainsi qu'une disposition introductive du projet devraient préciser que la réglementation en projet concerne la facturation (de la consommation) d'électricité et de gaz.

Le greffier,
Annemie Goossens

Le président,
Jeroen Van Nieuwenhove

Conseil d'État, section de législation

Avis 70.396/3 du 29 novembre 2021 sur un projet d'arrêté royal 'fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité'

Le 28 octobre 2021, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par la Ministre de l'Énergie à communiquer un avis, dans un délai de trente jours, sur un projet d'arrêté royal 'fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité'.

Le projet a été examiné par la troisième chambre le 23 novembre 2021. La chambre était composée de Wilfried Van Vaerenbergh, président de chambre, Jeroen Van Nieuwenhove et Koen Muylle, conseillers d'État, Jan Velaers et Bruno Peeters, assesseurs, et Astrid Truyens, greffier.

Le rapport a été présenté par Kristine Bams, premier auditeur chef de section.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 29 novembre 2021.

*

1. Le projet d'arrêté royal soumis pour avis a pour objet de poursuivre la transposition de l'article 18 et de l'annexe I de la directive (UE) 2019/944 du Parlement européen et du Conseil du 5 juin 2019 'concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE'.

2. Sur ce projet, le Conseil d'État a déjà donné, le 31 août 2021, l'avis 70.059/1/V. Cet avis a notamment attiré l'attention sur l'obligation de recueillir l'avis de l'Autorité de protection des données, laquelle a entre-temps rendu l'avis n° 192/2021 le 25 octobre 2021. Cet avis a donné lieu à deux modifications limitées de l'article 10 (auparavant article 11) du projet, qui doit pour ce motif être à nouveau soumis pour avis au Conseil d'État. L'examen, limité à ces deux modifications, n'appelle pas de nouvelles observations.

Le greffier,
Astrid Truyens

Le président,
Wilfried Van Vaerenbergh

Notes

(1) Ces dispositions ont déjà été transposées partiellement par l'article 8 du projet de loi 'modifiant la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité et modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations' (adopté le 15 juillet 2021 par la Chambre des représentants), Doc. parl., Chambre, 2020 21, nos 55 2037/007 et 55 2037/006.

(2) K. REYBROUCK et S. SOTTIAUX, De federale bevoegdheden, Antvers, Intersentia, 2019, p. 548.

(3) C.C., 9 juillet 2013, n° 101/2013, B.4-B.5.

(4) Avis. C.E. 67.714/1/V du 17 septembre 2020 sur une proposition de loi 'relative à l'octroi d'un plan de paiement d'une durée de six mois maximum ou plus pour les consommateurs ayant subi une perte de revenus des suites des conséquences économiques de la pandémie du coronavirus COVID-19', Doc. parl., Chambre, 2019 20, n° 55 1362/004, pp. 4-7.

(5) Tel qu'il sera modifié par l'article 8 du projet de loi mentionné dans la note 1.

(6) Tel qu'il sera modifié par l'article 15 du projet de loi mentionné dans la note 1.

(7) Voir la définition large de « traitement » à l'article 4, 2), du règlement (UE) 2016/679.

(8) À savoir d'autres modifications que celles dont fait état le présent avis ou des modifications visant à répondre aux observations formulées dans le présent avis.

7. In het opschrift, alsook in een inleidende bepaling van het ontwerp, zou tot uiting moeten komen dat de ontworpen regeling betrekking heeft op de facturering van (het verbruik van) elektriciteit en gas.

De Griffier,
Annemie Goossens

De voorzitter,
Jeroen Van Nieuwenhove

Raad van State, afdeling Wetgeving

Advies 70.396/3 van 29 november 2021 over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen'

Op 28 oktober 2021 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Minister van Energie verzocht binnen een termijn van dertig dagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen'.

Het ontwerp is door de derde kamer onderzocht op 23 november 2021. De kamer was samengesteld uit Wilfried Van Vaerenbergh, kamervoorzitter, Jeroen Van Nieuwenhove en Koen Muylle, staatsraden, Jan Velaers en Bruno Peeters, assessoren, en Astrid Truyens, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Kristine Bams, eerste auditeur-afdelingshoofd.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 29 november 2021.

*

1. Het voor advies voorgelegde ontwerp van koninklijk besluit strekt tot de verdere omzetting van artikel 18 en bijlage I van richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 'betreffende de gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU'.

2. Over dit ontwerp heeft de Raad van State reeds op 31 augustus 2021 advies 70.059/1/V gegeven. In dat advies werd onder meer gewezen op de verplichting om het advies in te winnen van de Gegevensbeschermingsautoriteit, die inmiddels op 25 oktober 2021 advies nr. 192/2021 heeft uitgebracht. Dat advies heeft aanleiding gegeven tot twee beperkte wijzigingen van artikel 10 (voorheen artikel 11) van het ontwerp, dat om die reden opnieuw om advies aan de Raad van State wordt voorgelegd. Het onderzoek, dat beperkt is tot die twee wijzigingen, geeft geen aanleiding tot nieuwe opmerkingen.

De griffier,
Astrid Truyens

De voorzitter,
Wilfried Van Vaerenbergh

Nota's

(1) Die richtlijnbevestigingen werden reeds ten dele omgezet bij artikel 8 van het (op 15 juli 2021 door de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen) wetsontwerp 'tot wijziging van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt en tot wijziging van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen', Parl.St. Kamer 2020-21, nrs. 55-2037/007 en 55 2037/006.

(2) K. REYBROUCK en S. SOTTIAUX, De federale bevoegdheden, Antwerpen, Intersentia, 2019, 548.

(3) GwH 9 juli 2013, nr. 101/2013, B.4-B.5.

(4) Adv.RvS 67.714/1/V van 17 september 2020 over een wetsvoorstel 'betreffende de toekenning van een betalingsplan met een maximale looptijd van zes maanden of meer voor de consumenten die door de economische gevolgen van de COVID-19-pandemie inkomstenverlies hebben geleden', Parl.St. Kamer 2019-20, nr. 55-1362/004, 4-7.

(5) Zoals te wijzigen bij artikel 8 van het wetsontwerp vermeld in voetnoot 1.

(6) Zoals te wijzigen bij artikel 15 van het wetsontwerp vermeld in voetnoot 1.

(7) Zie de ruime definitie van "verwerking" in artikel 4, 2), van verordening (EU) 2016/679.

(8) Namelijk andere wijzigingen dan diegene waarvan in dit advies melding wordt gemaakt of wijzigingen die ertoe strekken tegemoet te komen aan hetgeen in dit advies wordt opgemerkt.

9 DECEMBRE 2021. — Arrêté royal fixant les autres exigences minimales auxquelles doivent répondre les factures et les informations relatives à la facturation de gaz et d'électricité

PHILIPPE, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la Constitution, l'article 108 ;

Vu la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, l'article 15/5bis, § 11/1, alinéa 2 ;

Vu la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, l'article 18, § 2/1, alinéa 2 ;

Vu l'arrêté royal du 3 avril 2003 relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz ;

Vu la consultation de la Commission consultative Spéciale Consommation ;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 12 juillet 2021 ;

Vu l'analyse d'impact de la réglementation du 5 juillet 2021 exécutée conformément aux articles 6 et 7 de la loi du 15 décembre 2013 portant des dispositions diverses en matière de simplification administrative ;

Vu l'avis 70.059/1/V et 70.396/3 du Conseil d'Etat, donné le 31 août 2021 et le 29 novembre 2021, en application de l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, des lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973 ;

Considérant la Directive (UE) 2019/944 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE ;

Considérant le Règlement (UE) 2016/152 du Parlement européen et du Conseil du 26 octobre 2016 sur les statistiques européennes concernant les prix du gaz et de l'électricité et abrogeant la directive 2008/92/CE ;

Considérant la loi du 21 décembre 1998 relative aux normes de produits ayant pour but la promotion de modes de production et de consommation durables et la protection de l'environnement [de la santé et des travailleurs] ;

Sur la proposition du Ministre de l'Economie, du Ministre de Justice, de la Ministre de l'Energie et de la Secrétaire d'Etat à la Protection des consommateurs, et de l'avis des Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

CHAPITRE 1^{er}. — *Dispositions générales*

Article 1^{er}. Le présent arrêté transpose l'article 18 et l'annexe I de la Directive (UE) 2019/944 du Parlement Européen et du Conseil du 5 juin 2019 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et modifiant la directive 2012/27/UE.

Art. 2. § 1. Les définitions contenues à l'article 2 de la loi du 29 avril 1999 relative à l'organisation du marché de l'électricité, ci-après dénommée « la loi du 29 avril 1999 », et à l'article 1^{er} de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, ci-après dénommée « la loi 12 avril 1965 », sont applicables au présent arrêté.

§ 2. Pour l'application du présent arrêté, on entend par :

1^o « Informations relatives à la facturation » : les informations relatives à la facturation fournies au client final, autre qu'une demande de paiement et une facture d'acompte ;

2^o « tarif social » : le tarif suite à l'application des prix maximaux visés à l'article 20, § 2 de la loi du 29 avril 1999 et l'article 15/10, §§ 2 et 2/1, de la loi du 12 avril 1965.

CHAPITRE 2. — *Les données minimales*

Art. 3. § 1^{er}. La facture de décompte et de clôture à l'égard d'un client final mentionne, de manière clairement distincte des autres parties de la facture, les données suivantes :

1^o les montants facturés, le taux de la T.V.A. et le montant de la T.V.A.

Le prix à payer par le client final est la somme des trois composants suivants :

a) composant énergie et fourniture ;

b) composant réseau composé d'un composant de transport et un composant de distribution ;

c) composant taxes, prélèvements, redevances et charges ;

9 DECEMBER 2021. — Koninklijk besluit tot bepaling van de minimumvereisten waaraan de facturen en factureringsinformatie voor gas en elektriciteit moeten voldoen

FILIP, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de Grondwet, artikel 108 ;

Gelet op de Wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, artikel 15/5bis, § 11/1, tweede lid ;

Gelet op de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, artikel 18, § 2/1, tweede lid ;

Gelet op het koninklijk besluit van 3 april 2003 houdende de facturatie van elektriciteit en gas ;

Gelet op de raadpleging van de Bijzondere raadgevende commissie Verbruik ;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 12 juli 2021 ;

Gelet op de regelgevingsimpactanalyse van 5 juli 2021 uitgevoerd overeenkomstig de artikelen 6 en 7 van de wet van 15 december 2013 houdende diverse bepalingen inzake administratieve vereenvoudiging ;

Gelet op advies 70.059/1/V en 70.396/3 van de Raad van State, gegeven op 31 augustus 2021 en 29 november 2021, met toepassing van artikel 84, § 1, eerste lid, 2^o, van de wetten op de Raad van State gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Overwegende de Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU ;

Overwegende de Verordening (EU) 2016/152 van het Europees Parlement en de Raad van 26 oktober 2016 betreffende Europese statistieken over de prijzen van aardgas en elektriciteit en houdende intrekking van Richtlijn 2008/92/EG ;

Overwegende de wet van 21 december 1998 betreffende de product-normen ter bevordering van duurzame productie- en consumptiepatronen en ter bescherming van het leefmilieu, de volksgezondheid en de werknemers ;

Op de voordracht van de Minister van Economie, de Minister van Justitie, de Minister van Energie, en de Staatssecretaris voor Consumentenbescherming en op het advies van de in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

HOOFDSTUK 1. — *Algemene bepalingen*

Artikel 1. Dit besluit voorziet in de omzetting van artikel 18 en bijlage I van Richtlijn (EU) 2019/944 van het Europees Parlement en de Raad van 5 juni 2019 betreffende gemeenschappelijke regels voor de interne markt voor elektriciteit en tot wijziging van Richtlijn 2012/27/EU.

Art. 2. § 1. De definities vervat in artikel 2 van de wet van 29 april 1999 betreffende de organisatie van de elektriciteitsmarkt, hierna te noemen "de wet van 29 april 1999", en in artikel 1 van de wet van 12 april 1965 betreffende het vervoer van gasachtige producten en andere door middel van leidingen, hierna te noemen "de wet van 12 april 1965" zijn van toepassing op dit besluit.

§ 2. Voor de toepassing van dit besluit wordt verstaan onder :

1^o "factureringsinformatie" : informatie met betrekking tot facturatie die aan de eindafnemer wordt verstrekt, afgezien van een betalingsverzoek en een voorschotfactuur ;

2^o "sociaal tarief" : het tarief ten gevolge van de toepassing van de maximumprijzen bedoeld in artikel 20, § 2 van de wet van 29 april 1999 en artikel 15/10, §§ 2 en 2/1 van de wet van 12 april 1965.

HOOFDSTUK 2. — *De minimumgegevens*

Art. 3. § 1. De afrekeningsfactuur en slotfactuur ten aanzien van een eindafnemer vermeldt, duidelijk onderscheiden van andere gedeelten van de factuur, de volgende gegevens :

1^o de gefactureerde bedragen, het tarief van de btw en het bedrag van de btw,

De gefactureerde bedragen zijn gelijk aan de som van de volgende drie componenten :

a) component energie en levering ;

b) netwerkcomponent bestaande uit een transmissiecomponent en distributiecomponent ;

c) component belastingen, heffingen, vergoedingen en kosten ;

2° le jour auquel le paiement est dû.

§ 2. L'information de facturation, et la facture de décompte et de clôture et à l'égard d'un client final mentionnent, clairement distinctement des autres parties de la facture, ce qui suit :

1° l'identification du client;

2° le numéro de client;

3° l'adresse de fourniture;

4° le cas échéant, la mention qu'il s'agit d'une facture de décompte ou de clôture;

5° le nom et les coordonnées du fournisseur;

6° la consommation au cours de la période de facturation, par vecteur énergétique ;

7° la dénomination précise du produit ou du service en cours en précisant s'il s'agit d'un prix variable, fixe ou dynamique;

8° la durée du contrat en cours, le cas échéant la date de fin du contrat;

9° le code de changement ou le code d'identification unique du client final pour son point de fourniture;

10° les informations sur la possibilité et les avantages de changer de fournisseur ou de produit avec, le cas échéant, un lien vers l'outil de comparaison de la commission;

11° les informations sur les droits des clients finals en ce qui concerne le règlement extrajudiciaire des litiges et les coordonnées du Service de Médiation de l'Energie, tel que visé à l'article 27 de la loi du 29 avril 1999;

12° le cas échéant, le hyperlien vers l'outil de comparaison officiel du régulateur régional compétent;

13° les coordonnées du fournisseur, soit le numéro de téléphone et soit l'adresse électronique du service clientèle, soit le lien vers le formulaire de contact du fournisseur.

14° le cas échéant, une comparaison de la consommation réelle d'électricité ou de gaz du client final avec la consommation du même client final sur la même période de l'année précédente, sous forme de graphique.

§ 3. Quand les factures à l'égard d'un client final sont fondées sur la consommation réelle telle que constatée conformément à l'article 9 ou par une lecture à distance du compteur, le fournisseur mentionne les informations suivantes dans l'information relative à la facturation :

1° le cas échéant, les coordonnées, y compris les sites internet, d'associations de consommateurs, d'agences de l'énergie ou d'organismes similaires dont on peut obtenir des informations sur les mesures existantes destinées à améliorer l'efficacité énergétique des équipements consommateurs d'énergie;

2° le cas échéant, des comparaisons avec un client final normalisé moyen ou un client final benchmark appartenant à la même catégorie d'utilisateur.

Art. 4. Sans préjudice de l'article 3, les factures de décompte et de clôture et l'information de facturation à l'égard des clients résidentiels mentionnent les informations complémentaires suivantes :

1° la date de début et de fin de la période de facturation;

2° le cas échéant, la mention si le tarif social a été appliqué, en reprenant la période pour laquelle il a été appliqué;

3° pour les clients n'ayant pas de contrat sur la base d'un prix dynamique, le prix unitaire;

4° le numéro de compte sur lequel le paiement ou le remboursement sera fait, la communication structurée à mentionner lors du paiement ou l'indication que le paiement se fait par domiciliation;

5° le cas échéant, la mention des frais de rappel ou des frais administratifs en cas de paiement tardif de la facture concernée;

6° le montant de la nouvelle avance et la prochaine date à partir de laquelle celui-ci sera facturé, le cas échéant;

7° le nom et le numéro de téléphone du gestionnaire de réseau de distribution que le consommateur peut contacter en cas de panne d'électricité;

8° le délai de préavis et la mention qu'aucune indemnité de rupture n'est due.

2° de dag waarop de betaling verschuldigd is.

§ 2. In de factureringsinformatie, en op de afrekeningsfactuur en slotfactuur, duidelijk onderscheiden van andere gedeelten van de factuur, wordt het volgende vermeld:

1° de identificatie van de klant;

2° het klantnummer;

3° het leveringsadres;

4° aanduiding dat het om een afrekening- of slotfactuur gaat, indien van toepassing;

5° de naam en het adres van de leverancier;

6° het verbruik tijdens de factureringsperiode, per energiedrager;

7° de precieze benaming van het lopende product of de dienst, met de vermelding of het een variabele, vaste, dan wel een dynamische prijs betreft;

8° de duurtijd van de lopende overeenkomst en de einddatum indien van toepassing;

9° de unieke identificatiecode van de eindafnemer voor zijn leveringspunt;

10° informatie over de mogelijkheid en de voordelen van het veranderen van leverancier of product, met indien van toepassing link een verwijzing naar het vergelijkingsinstrument van de commissie;

11° informatie over de rechten van de eindafnemers inzake buitengerechtelijke geschillenbeslechting en de contactgegevens van de Ombudsdienst voor Energie zoals bedoeld in artikel 27 van de wet van 29 april 1999;

12° indien van toepassing de hyperlink naar het officiële vergelijkingsinstrument van de bevoegde gewestelijke regulator;

13° de contactgegevens van de leverancier, zijnde het telefoonnummer en ofwel het e-mailadres van de klantendienst ofwel de link naar het contactformulier;

14° een vergelijking van het huidige elektriciteitsverbruik of aardgasverbruik van de eindafnemer met het verbruik van dezelfde eindafnemer over dezelfde periode van het voorgaande jaar, in grafiekvorm, indien van toepassing.

§ 3. Indien de facturen gebaseerd zijn op het daadwerkelijk verbruik zoals vastgesteld overeenkomstig artikel 9 of door uitlezing op afstand van de meter, vermeldt de leverancier in de factureringsinformatie de volgende informatie:

1° contactinformatie voor consumentenorganisaties, energieagentschappen of soortgelijke organen, met inbegrip van webadressen, waar informatie kan worden verkregen over de beschikbare maatregelen voor meer energie-efficiëntie voor energieverbruikende apparatuur, indien van toepassing;

2° vergelijkingen met een gemiddelde genormaliseerde of benchmark-eindafnemer van dezelfde verbruikerscategorie, indien van toepassing.

Art. 4. De afrekeningsfactuur en slotfactuur en factureringsinformatie ten aanzien van huishoudelijke afnemers vermelden, onverminderd artikel 3 de volgende bijkomende informatie:

1° de begin- en einddatum van de factureringsperiode;

2° desgevallend dat het sociaal tarief werd toegepast met de melding van de periode waarin het werd toegepast;

3° voor afnemers die geen contract hebben op basis van een dynamische prijs, de eenheidsprijs of eenheidsprijzen;

4° het rekeningnummer waarop moet worden betaald of waarop zal worden teruggestort, de gestructureerde mededeling die moet worden vermeld bij betaling of de aanduiding dat de betaling via domiciliëring gebeurt;

5° indien van toepassing, vermelding van herinnerings- of administratiekosten bij laattijdig betalen van de betreffende factuur;

6° het bedrag van het nieuwe voorschot en de volgende datum vanaf wanneer dit wordt aangerekend, indien van toepassing;

7° de naam en het telefoonnummer van de distributienetbeheerder die de consument kan bellen bij stroomstoring;

8° de opzegtermijn en de vermelding dat geen verbrekingsvergoeding is verschuldigd.

Lorsque les clients résidentiels ne disposent pas d'un compteur permettant la lecture à distance par le gestionnaire ou qui ont délibérément choisi de désactiver la lecture à distance, les factures de décompte et de clôture mentionnent également les informations complémentaires suivantes :

- 1° relevé du compteur en début de période et date de relevé ;
- 2° relevé du compteur en fin de période et date de relevé ;
- 3° la mention s'il s'agit de la consommation réelle ou estimée.

Art. 5. La facture d'acompte adressée aux clients résidentiels et aux PME indique les informations suivantes :

- 1° l'identification du client ;
 - 2° le numéro de client ;
 - 3° l'adresse de fourniture ;
 - 4° l'indication qu'il s'agit d'un acompte ;
 - 5° le montant de l'avance, T.V.A. comprise et hors T.V.A. ;
 - 6° le numéro de compte sur lequel le paiement sera fait et la communication structurée à mentionner lors du paiement, ou l'indication que le paiement se fait par domiciliation ;
 - 7° le nom et l'adresse du fournisseur ;
 - 8° les coordonnées du fournisseur, soit le numéro de téléphone et soit l'adresse email du service clientèle, soit le lien vers le formulaire de contact ;
 - 9° les coordonnées du Service de Médiation de l'Energie, tel que visé à l'article 27 de la loi du 29 avril 1999 ;
 - 10° la période couverte par la facture ;
 - 11° le code d'identification unique du client pour son point de livraison ;
 - 12° le nom précis du produit ou du service actuel en précisant s'il s'agit d'un prix variable, fixe ou dynamique ;
 - 13° la durée de l'accord actuel, la date de fin, le cas échéant ;
 - 14° la période de préavis et la déclaration selon laquelle aucun frais de résiliation n'est dû ;
 - 15° le lien vers l'outil de comparaison officiel du régulateur régional compétent ;
- Si la facture mentionne une modification future du produit ou du prix, il doit être mentionné ensemble avec le point 1°.

Art. 6. En même temps que la facture de décompte et de clôture, le fournisseur fournit au client final la liste des avances facturées, le cas échéant, complétée par l'indication du fait qu'elles ont été payées ou non.

CHAPITRE 3. — *Fréquence de la facturation et fourniture des informations relatives à la facturation*

Art. 7. La facturation sur la base de la consommation réelle a lieu au moins une fois par an.

Art. 8. § 1^{er}. Des informations précises relatives à la facturation fondées sur la consommation réelle sont, pour autant qu'elles soient mises à la disposition du fournisseur, fournies au moins une fois par mois par le fournisseur ou l'intermédiaire lorsque le client final dispose d'un compteur permettant la lecture à distance par l'exploitant et qu'il n'a pas délibérément choisi de désactiver la lecture à distance.

Les informations précises relatives à la facturation fondées sur la consommation réelle peuvent également être mises à disposition sur internet et sont mises à jour aussi souvent que le permettent les dispositifs et systèmes de mesure utilisés.

§ 2. Aux clients finals qui ne disposent pas d'un compteur permettant la lecture à distance par le gestionnaire ou qui ont délibérément choisi de désactiver la lecture à distance, des informations précises relatives à la facturation fondées sur la consommation réelle sont fournies au moins tous les six mois par le fournisseur ou l'intermédiaire.

Lorsque le client final a choisi la facturation électronique ou lorsque le client final le demande, dans le cas de l'alinéa 1^{er}, les informations précises relatives à la facturation fondées sur la consommation réelle constatée, sont fournies tous les trois mois par le fournisseur ou l'intermédiaire.

Indien de huishoudelijke afnemers niet beschikken over een meter die op afstand kan worden uitgelezen of die uit eigen beweging ervoor hebben gekozen om de uitlezing op afstand te deactiveren, vermelden de afrekeningsfactuur en slotfactuur tevens de volgende bijkomende elementen:

- 1° meterstand bij het begin van de periode en de opnamedatum;
- 2° meterstand bij het einde van de periode en de opnamedatum;
- 3° vermelding of dit het daadwerkelijk of geschatte verbruik betreft.

Art. 5. De voorschotfactuur ten aanzien van huishoudelijke afnemers en KMO's vermelden de volgende informatie:

- 1° de identificatie van de klant;
 - 2° het klantnummer;
 - 3° het leveringsadres;
 - 4° aanduiding dat het om een voorschot gaat;
 - 5° het voorschotbedrag, inclusief en exclusief btw;
 - 6° het rekeningnummer waarop moet worden betaald of waarop zal worden teruggestort, de gestructureerde mededeling die moet worden vermeld bij betaling of de aanduiding dat de betaling via domiciliëring gebeurt;
 - 7° de naam en het adres van de leverancier;
 - 8° de contactgegevens van de leverancier, zijnde het telefoonnummer en ofwel het e-mailadres van de klantendienst ofwel de link naar het contactformulier;
 - 9° de contactgegevens van de Ombudsdienst voor Energie zoals bedoeld in artikel 27 van de wet van 29 april 1999;
 - 10° de periode waarop de factuur betrekking heeft;
 - 11° de unieke identificatiecode van de afnemer voor zijn leveringspunt;
 - 12° de precieze benaming van het lopende product of de dienst, met de vermelding of het een variabele, vaste, dan wel een dynamische prijs betreft;
 - 13° de duurtijd van de lopende overeenkomst en de einddatum indien van toepassing;
 - 14° de opzegtermijn en de vermelding dat geen verbrekingsvergoeding verschuldigd is;
 - 15° de hyperlink naar het officiële vergelijkingsinstrument van de bevoegde gewestelijke regulator;
- Indien de factuur een vermelding bevat van een toekomstige wijziging van het product of de prijs, dan dient deze samen te worden vermeld met punt 1°.

Art. 6. Gelijktijdig met de afrekeningsfactuur en slotfactuur verstrekt de leverancier de oplijsting van de aangerekende voorschotten aan de eindafnemer, indien van toepassing, aangevuld met de vermelding of ze al dan niet betaald zijn.

HOOFDSTUK 3. — *Frequentie van de facturering en verstrekking van factureringsinformatie*

Art. 7. De facturering op basis van het daadwerkelijk verbruik vindt ten minste eenmaal per jaar plaats.

Art. 8. § 1. Nauwkeurige factureringsinformatie op basis van het daadwerkelijk verbruik wordt, voor zover ter beschikking gesteld aan de leverancier, ten minste maandelijks verstrekt door de leverancier of tussenpersoon indien een eindafnemer over een meter beschikt die op afstand door de exploitant kan worden uitgelezen en uit eigen beweging er niet voor heeft gekozen om de uitlezing op afstand te deactiveren.

De nauwkeurige factureringsinformatie op basis van het daadwerkelijk verbruik gebaseerd op de uitlezing op afstand van de meter kan ook beschikbaar worden gesteld via internet, en wordt zo vaak bijgewerkt als de gebruikte meetapparatuur en -systemen toelaten.

§ 2. Aan eindafnemers die niet beschikken over een meter die op afstand kan worden uitgelezen of die uit eigen beweging ervoor hebben gekozen om de uitlezing op afstand te deactiveren, wordt ten minste eenmaal per zes maanden nauwkeurige factureringsinformatie verstrekt door de leverancier of tussenpersoon op basis van het daadwerkelijk verbruik.

Wanneer de eindafnemer heeft gekozen voor elektronische facturering of wanneer de eindafnemer hierom verzoekt, wordt in het geval van het eerste lid de nauwkeurige factureringsinformatie op basis van het daadwerkelijk verbruik zoals vastgesteld, eenmaal per drie maanden verstrekt door de leverancier of tussenpersoon.

Art. 9. Les fournisseurs et les intermédiaires fournissent au client final qui le demande une explication claire et compréhensible sur la manière dont la facture a été établi.

CHAPITRE 4. — *Accès à des informations complémentaires*

Art. 10. § 1^{er}. Pour autant et dans la mesure où les informations complémentaires sur la consommation passée telles que visées au paragraphe 2 sont disponibles, celles-ci sont, à la demande du client final, mises à la disposition du fournisseur ou du prestataire de services désigné par le client final.

Lorsque le client final dispose d'un compteur permettant la lecture à distance par l'exploitant et qu'il n'a pas choisi délibérément de désactiver la lecture à distance, ce client final reçoit du fournisseur un accès facile à des informations complémentaires telles que visées au paragraphe 2, pour autant qu'elles soient mises à la disposition du fournisseur, lui permettant d'effectuer lui-même un contrôle précis sa consommation passée.

§ 2. Les informations complémentaires sur la consommation passée comprennent :

1° les données cumulées concernant une période d'au moins les trois dernières années ou la durée écoulée depuis le début du contrat de fourniture d'électricité si celle-ci est d'une durée inférieure, sans dépasser 72 mois;

2° les données détaillées sur la durée de consommation par jour, par semaine, par mois et par année, pour autant qu'elles soient mises à la disposition du fournisseur.

Les données visées au alinéa 1^{er}, 1°, correspondent aux périodes pour lesquelles des informations fréquentes relatives à la facturation ont été produites.

Les données visées au alinéa 1^{er}, 2°, sont mises à la disposition du client final sans retard injustifié via l'internet ou l'interface du compteur pour les vingt-quatre derniers mois au minimum ou pour la période écoulée depuis le début du contrat, si celle-ci est d'une durée inférieure, sans dépasser 72 mois.

CHAPITRE 5. — *Communication sur les sources d'énergie relative aux contrats de fourniture d'électricité*

Art. 11. Les fournisseurs précisent dans les factures de décompte et de clôture la contribution de chaque source d'énergie à l'électricité achetée par le client final au titre du contrat de fourniture d'électricité.

Art. 12. Dans les informations relatives à la facturation, le fournisseur reprend :

1° d'une manière compréhensible et clairement comparable, la contribution de chaque source d'énergie dans le bouquet énergétique total que le fournisseur a utilisé au cours de l'année écoulée pour les contrats de fourniture d'électricité conclus en Belgique, ainsi qu'au niveau du fournisseur si le fournisseur est actif dans plusieurs États membres de l'Union européenne;

2° les informations concernant l'impact environnemental, au moins en ce qui concerne les émissions de CO₂ et les déchets radioactifs résultant de la production d'électricité à partir du bouquet énergétique global du fournisseur au cours de l'année écoulée.

Pour ce qui a trait l'électricité obtenue par l'intermédiaire d'une bourse de l'électricité ou importée d'une entreprise située à l'extérieur de l'Union européenne, des chiffres agrégés fournis par la bourse ou l'entreprise en question au cours de l'année écoulée peuvent être utilisés pour l'obligation d'information visée au alinéa 1^{er}, 1°.

En ce qui concerne la communication d'informations sur l'électricité produite à partir de la cogénération à haut rendement, les garanties d'origine émises au titre de l'article 14, paragraphe 10, de la directive 2012/27/UE du Parlement européen et du Conseil du 25 octobre 2012 relative à l'efficacité énergétique, modifiant les directives 2009/125/CE et 2010/30/UE et abrogeant les directives 2004/8/CE et 2006/32/CE, peuvent être utilisées. Pour la communication d'informations sur l'électricité produite à partir de sources renouvelables, des garanties d'origine sont utilisées, sauf dans les cas visés à l'article 19, paragraphe 8, a) et b), de la directive (UE) 2018/2001 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2018 relative à la promotion de l'utilisation de l'énergie produite à partir de sources renouvelables.

Art. 13. La commission contrôle si les informations données par les fournisseurs aux clients finals conformément aux articles 11 et 12 sont fiables et fournies, au niveau national, d'une manière clairement comparable.

Art. 9. De leveranciers en tussenpersonen verstrekken aan de eindafnemer die hierom verzoekt duidelijke en begrijpelijke uitleg over de totstandkoming van diens factuur.

HOOFDSTUK 4. — *Toegang tot aanvullende informatie*

Art. 10. § 1. Voor zover en in de mate dat er aanvullende gegevens over het eerder verbruik, zoals bedoeld in paragraaf 2 beschikbaar zijn, worden deze op verzoek van de eindafnemer ter beschikking gesteld aan de door de eindafnemer aangewezen leverancier of dienstverlener.

Indien een eindafnemer over een meter beschikt die op afstand door de exploitant kan worden uitgelezen en uit eigen beweging er niet voor heeft gekozen om de uitlezing op afstand te deactiveren, krijgt deze eindafnemer van de leverancier gemakkelijk toegang tot aanvullende gegevens zoals bedoeld in paragraaf 2, voor zover ter beschikking gesteld aan de leverancier, om zelf het verbruiksverleden in detail te kunnen controleren.

§ 2. De aanvullende gegevens over het verbruiksverleden omvatten:

1° cumulatieve gegevens over de periode van ten minste drie voorgaande jaren of over de periode sinds aanvang van het leveringscontract indien deze korter is, zonder dat deze periode langer is dan 72 maanden;

2° gedetailleerde gegevens over de verbruiksduur per dag, week, maand en jaar, voor zover ter beschikking gesteld aan de leverancier.

De gegevens bedoeld in het eerste lid, 1° hebben betrekking op de termijnen waarvoor frequente factureringsinformatie is verstrekt.

De gegevens bedoeld in het eerste lid, 2° worden of via het internet of op de meterinterface onverwijld ter beschikking gesteld van de eindafnemer en hebben betrekking op een periode van ten minste de voorgaande vierentwintig maanden of de periode sinds de aanvang van het leveringscontract indien deze korter is, zonder dat deze periode langer is dan 72 maanden.

HOOFDSTUK 5. — *Verstrekking van informatie over energiebronnen met betrekking tot elektriciteitsleveringscontracten*

Art. 11. De leveranciers vermelden op de afrekeningsfactuur en slotfactuur het aandeel van elke energiebron in de door de eindafnemer, in overeenstemming met het leveringscontract, aangekochte elektriciteit.

Art. 12. In de factureringsinformatie vermeldt de leverancier:

1° op bevattelijke en gemakkelijk te vergelijken manier het aandeel van elke energiebron in de totale energiemix die de leverancier in het voorgaande jaar heeft gebruikt voor de elektriciteitsleveringscontracten afgesloten in België, alsook op het niveau van de leverancier indien deze in meerdere lidstaten van de Europese Unie actief is;

2° informatie over de gevolgen voor het milieu, tenminste wat betreft CO₂-emissies en radioactief afval van elektriciteit geproduceerd door de totale energiemix van de leverancier gedurende het voorgaande jaar.

Voor elektriciteit die is verkregen via een elektriciteitsbeurs of die is ingevoerd van een buiten de Europese Unie gelegen bedrijf, kunnen de door de elektriciteitsbeurs of het betrokken bedrijf verstrekte geaggregeerde cijfers over het voorgaande jaar worden gebruikt voor de informatieverplichting bedoeld in het eerste lid, 1°.

Voor de verstrekking van informatie over elektriciteit uit hoogrendende warmtekraftkoppeling kan gebruikgemaakt worden van garanties van oorsprong op grond van artikel 14, lid 10, van Richtlijn 2012/27/EU van het Europees Parlement en de Raad van 25 oktober 2012 betreffende energie-efficiëntie, tot wijziging van Richtlijnen 2009/125/EG en 2010/30/EU en houdende intrekking van de Richtlijnen 2004/8/EG en 2006/32/EG. Voor de verstrekking van informatie over elektriciteit uit hernieuwbare bronnen wordt gebruik gemaakt van garanties van oorsprong, behalve in de in artikel 19, lid 8, a) en b), van Richtlijn (EU) 2018/2001 van het Europees Parlement en de Raad van 11 december 2018 ter bevordering van het gebruik van energie uit hernieuwbare bronnen, bedoelde gevallen.

Art. 13. De commissie controleert of dat de door de leveranciers aan de eindafnemers verstrekte informatie op grond van artikel 11 en 12, betrouwbaar is en op een duidelijk vergelijkbare wijze op nationaal niveau wordt verstrekt.

CHAPITRE 6. — *Obligations en matière de structure de la facture*

Art. 14. § 1^{er}. Toutes les factures de décompte et de clôture aux clients résidentiels sont établis par le fournisseur ou l'intermédiaire conformément à la structure suivante :

1° une rubrique A « informations essentielles relatives au contrat » reprenant les données visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 7°, 8° et 9°;

2° une rubrique B « combien, quand et comment dois-je payer ou qu'est-ce que je serai remboursé? » reprenant les données visées à l'article 3, § 1, alinéa 1^{er}, 1° et 2°, l'article 3, § 2, alinéa 1^{er} 6° et à l'article 4, alinéa 1^{er}, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° et 6° et à l'article 4, alinéa 2^{ème};

3° une rubrique C « j'ai une question à poser » reprenant les données visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 11° et 13° et à l'article 4, alinéa 1^{er}, 7°;

4° une rubrique D « comparer contrat et changer » reprenant les données visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 10° et 12° et l'article 4, alinéa 1^{er}, 8°;

5° une rubrique E « gérer la consommation d'énergie » reprenant les données visées à l'article 3, § 2, alinéa 1^{er}, 14° et à l'article 3, § 3, alinéa 1^{er}, 1° et 2°.

§ 2. Sans préjudice de dispositions légales contraires, chaque facture est limitée à deux pages au maximum reprenant uniquement les rubriques suivantes tel que visé au paragraphe 1^{er} :

1° les rubriques A et B figurent au recto

2° les rubriques C, D et E figurent au verso

En dérogation à la disposition du premier alinéa, la facture peut comporter plus de deux pages dans les cas suivants : si la facture porte sur plusieurs raccordements à la demande du client, en cas de remplacement de compteur ou si la facture porte sur plusieurs périodes de facturation ou si le client résidentiel partage l'énergie.

§ 3. Lorsque le contrat de fourniture prévoit une modification future du produit ou du prix, ou une remise, les fournisseurs et intermédiaires doivent l'indiquer sous la rubrique A.

§ 4 Les factures de décompte et de clôture peuvent combiner la facturation de plusieurs vecteurs énergétiques.

CHAPITRE 7. — *Dispositions finales*

Art. 15. L'arrêté royal du 3 avril 2003 relatif aux factures de fourniture d'électricité et de gaz est abrogé.

Art. 16. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} janvier 2022.

Art. 17. Le ministre qui a l'économie dans ses attributions et le ministre qui a l'Energie dans ses attributions et le ministre qui a la Protection des consommateurs dans ses attributions sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 9 décembre 2021.

PHILIPPE

Par le Roi :

Le Ministre de l'Economie,
P.-Y. DERMAGNE

Le Ministre de la Justice,
V. VAN QUICKENBORNE

La Ministre de l'Energie,
T. VAN DER STRAETEN

La Secrétaire d'État à la Protection des consommateurs,
E. DE BLEEKER

HOOFDSTUK 6. — *Verplichtingen inzake de structuur van de factuur*

Art. 14. § 1. Elke afrekeningsfactuur en slotfactuur ten aanzien van huishoudelijke afnemers wordt door de leverancier of tussenpersoon opgesteld overeenkomstig volgende structuur:

1° een rubriek A "essentiële contractinformatie" waarin de gegevens bedoeld in artikel 3 § 2, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 5°, 7°, 8° en 9° zijn opgenomen;

2° een rubriek B "wat, wanneer en hoe moet ik betalen of krijg ik terug" waarin de gegevens bedoeld in artikel 3, § 1, eerste lid, 1° en 2°, in artikel 3 § 2, eerste lid, 6° en in artikel 4, eerste lid, 1°, 2°, 3°, 4°, 5° en 6° en in artikel 4, tweede lid zijn opgenomen;

3° een rubriek C "ik heb een vraag" waarin de gegevens bedoeld in artikel 3 § 2, eerste lid, 11° en 13° en in artikel 4, eerste lid, 7° zijn opgenomen;

4° een rubriek D "contract vergelijken en overstappen" waarin de gegevens in artikel 3 § 2, eerste lid, 10° en 12° en in artikel 4, eerste lid, 8° zijn opgenomen;

5° een rubriek E "energieverbruik beheren" waarin de gegevens bedoeld in artikel 3 § 2, eerste lid, 14° en in artikel 3 § 3, eerste lid, 1° en 2° zijn opgenomen.

§ 2. Elke factuur wordt beperkt tot maximaal twee bladzijden die onverminderd andersluidende wettelijke bepalingen, enkel volgende rubrieken zoals bedoeld in paragraaf 1 bevatten:

1° rubrieken A en B komen op de voorkant

2° rubrieken C, D en E op de achterkant

In afwijking van de bepaling in het eerste lid kan de factuur in de volgende gevallen meer dan twee bladzijden beslaan: indien de factuur op verzoek van de klant over meerdere aansluitingen gaat, bij een metervervanging of indien de factuur op meerdere factureringsperiodes betrekking heeft of wanneer de huishoudelijke afnemer energie deelt.

§ 3 Indien het leveringscontract voorziet in een toekomstige wijziging van het product of de prijs, of in een korting, vermelden de leveranciers en tussenpersonen dit onder rubriek A.

§ 4 De afrekeningsfactuur en slotfactuur mogen de facturatie van meerdere energiedragers combineren.

HOOFDSTUK 7. — *Slotbepalingen*

Art. 15. Het koninklijk besluit van 3 april 2003 houdende de facturatie van elektriciteit en gas wordt opgeheven.

Art. 16. Dit besluit treedt in werking op 1 januari 2022.

Art. 17. De minister bevoegd voor Economie, de minister bevoegd voor Energie en de minister bevoegd voor Consumentenbescherming zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 9 december 2021.

FILIP

Van Koningswege :

De Minister van Economie,
P.-Y. DERMAGNE

De Minister van Justitie,
V. VAN QUICKENBORNE

De Minister van Energie,
T. VAN DER STRAETEN

De Staatssecretaris voor Consumentenbescherming,
E. DE BLEEKER